

MARC SADOUN

De la méthode aux valeurs

Il y a comme un pouvoir magique du discours politique. Écoutons Pierre Mendès France : « Les questions qui se posent au pays sont graves, sans doute, mais elles sont simples. Il suffit que les données en soient clairement énoncées, que les options soient précisées pour que les solutions apparaissent, avec leurs avantages et leurs risques et pour que chacun soit en mesure de choisir » (1). C'est son premier discours d'investiture, son premier échec aussi. Il est peu connu, il dit des choses en apparence très banales, des évidences, mais il vient, en quelques mots, de donner naissance à un courant sur la seule définition d'une méthode de travail. Faut-il s'attacher à la personnalité de l'orateur, à la rupture qu'il introduit ainsi dans les mœurs politiques ? Son statut seul ne suffirait pas, en tout cas, à expliquer un phénomène rare dans l'histoire politique : la formation d'un mouvement dont le seul dénominateur commun repose sur l'exigence de vérité, de rigueur et d'information.

On voit bien les ambiguïtés que peut recouvrir un tel rassemblement. Dans son refus des facilités, le mendésisme renferme comme un mépris de l'autre politique. Il éclaire les impuretés qui la marquent et autorise une distinction lourde de contresens entre le politicien incompetent et démagogue et l'homme d'État instruit et raisonnable. Ce qui heurtait les partis politiques, du MRP au PCF, pouvait à l'inverse justifier le ralliement de toute une couche de hauts fonctionnaires.

Pourtant, le mendésisme l'a souvent proclamé, la politique ne

(1) Discours d'investiture du 4 juin 1953, in P. Mendès France, *Gouverner c'est choisir*, Paris, René Julliard, 1953, p. 12.

se réduit pas à la technique et à l'administration des choses ; elle est instrument de libération de l'homme, à son service et entre ses mains. Il suffit de lire la thèse que Pierre Mendès France a consacrée à l'expérience Poincaré pour se convaincre que l'homme d'Etat moderne ne se définit pas par sa seule rigueur. Poincaré pouvait avoir rétabli la stabilité, il restait, par ignorance de la justice, un technicien, un comptable.

Si la méthode forme l'axe de la synthèse mendésiste, c'est sans doute parce qu'elle consacre, selon le mot d'Herriot, l'application des principes du rationalisme à la politique, mais aussi parce qu'elle fonde l'association de la morale et de la politique, de l'efficacité et de la justice. Elle est le lieu où se réalise la démocratie dans toutes ses dimensions. L'expression même de la synthèse mendésiste.

UNE ÉPISTÉMOLOGIE DE LA POLITIQUE

Pierre Mendès France, c'est un homme qui énonce un projet, fixe un calendrier et tient ses engagements. Qui souligne d'abord la valeur de l'écoute et de l'observation. Il faut observer avec le regard neuf du scientifique, rompre avec le sens commun que représentent en politique les vérités toutes faites, les dogmes et les mythes. Aux collaborateurs des *Cahiers de la République*, Mendès France demande une adhésion aux principes démocratiques et une « opinion raisonnée sur les choses ». Là est sa seule doctrine. Lorsqu'il est à la tête du Gouvernement, il ne prend pas immédiatement position sur le problème de la CED, simplement parce qu'il ne le connaît pas. Et, neuf ans plus tard, il n'entreprend la rédaction de *La République moderne* qu'après avoir recueilli, à travers toute la France, l'avis des responsables politiques, économiques et syndicaux. Connaître le réel pour ne pas s'y soumettre : en somme, Mendès France croit, comme Bachelard, que l'esprit est toujours vieux, encombré de fausses évidences, fermé aux leçons de l'expérience : « Trop de partis continuent à vivre sur des mots d'ordre qui ne correspondent pas aux réalités d'aujourd'hui et n'ont donc aucune prise sur ceux auxquels ils s'adressent » (2).

Le réel contraint à la mesure — « A chaque question, une réponse vraie, à chaque problème une solution réelle » (3) —, il peut parfois dicter les priorités — l'Indochine, la CED, la Tunisie, l'Algérie

(2) P. Mendès France, *La République moderne*, op. cit., p. 292.

(3) Discours prononcé à Strasbourg le 10 juin 1955.

en 1954-1955 —, il n'oblige jamais au sacrifice du long terme. Régler point par point, ce n'est donc pas adopter, de manière purement empirique, une série de décisions parcellaires. La discipline et l'effort tiennent au contraire dans le caractère global d'une politique, dans la cohérence des choix, dans la permanence des fins. C'est par le programme que l'homme politique se donne les moyens de concilier l'humilité du scientifique et le courage du politique. Le programme fixe les échéances, impose le calendrier, oblige au réformisme. Mais il ne s'agit pas du réformisme honteux qui se réfugie dans les demi-mesures et se condamne à violer dans la pratique les principes de la théorie : « Les grandes doctrines tendent à projeter vers un avenir de moins en moins terrestre les réalisations qu'elles réclament. Cette véritable aliénation permet de tolérer et de justifier, dans l'immédiat, les retards, les entorses de toute sorte que la pratique impose à la théorie » (4). Assumé et proclamé, le réformisme devient un produit nécessaire de la démarche scientifique. Puisqu'il n'existe pas de solution miracle, il reste à refuser toute vision du monde pour s'attacher aux « idées simples, précises, réalisables » (5).

Il faut observer pour choisir, choisir pour convaincre, éclairer pour agir : « Le premier devoir, c'est la franchise. Informer le pays, le renseigner, ne pas ruser, ne pas dissimuler la vérité ni les difficultés ; ne pas éluder ou ajourner les problèmes, car dans ce cas, ils s'aggravent ; les prendre en face et les exposer loyalement au pays ; pour que le pays comprenne l'action du Gouvernement » (6). La franchise, car le citoyen, adulte et courageux peut comprendre les difficultés et donner à l'Etat le fondement de son autorité. Plus de contradiction entre l'efficacité et la démocratie, plus d'intérêts particuliers. La vérité libère la démocratie ; la vérité rassemble. Vision candide, utopique du citoyen, comme on l'a souligné ? Pas totalement. Pierre Mendès France n'ignore pas le manque de civisme, la méfiance, les leçons de l'histoire. Mais il croit à la valeur de l'éducation et de la pédagogie : « Le plus difficile, c'est d'amener les hommes à se rendre compte que nul ne peut penser pour eux, qu'ils peuvent et doivent exiger des informations complètes, constamment soumises au contrôle de l'opinion et au débat public » (7). Il est, selon l'expres-

(4) C. Nicolet, *Pierre Mendès France ou le métier de Cassandre*, Paris, Julliard, 1959, p. 173.

(5) G. Suffert, Vérités au-delà, *Les Cahiers de la République*, janvier-février 1960 (23), p. 61-69.

(6) Discours d'Evreux du 23 juillet 1955.

(7) P. Mendès France, G. Ardant, *Science économique et lucidité politique*, Paris, Gallimard, 1973, p. 380.

sion de Claude Cheysson, « un pessimiste qui retrouvait sa foi dans le pays » (8), un « pessimiste actif », à l'image de Clemenceau.

L'observation, l'analyse, le choix et l'information : Pierre Mendès France propose en fait une véritable épistémologie de la politique dont les étapes ne sont pas sans rappeler la démarche durkheimienne. Seul pose problème le stade de l'élaboration des hypothèses qui protège le sociologue de l'écueil de l'empirisme. Dira-t-on que l'affirmation de ses valeurs donne à l'homme politique une grille de lecture, quelque chose qui pourrait être assimilé à une problématique ? Pas un dogme sans doute, mais un idéal qui lui permettrait de dominer le réel, comme l'exprime André Philip dans les *Cahiers de la République* : « Le principe essentiel de la démocratie, c'est que le démocrate ne s'incline pas devant les choses qui sont ou qui lui arrivent, il cherche à susciter celles qui arrivent par lui (...) La science ne peut pas ici définir l'idéal ; la démocratie non plus ; elle affirme qu'il y a un idéal, la valeur suprême de l'homme » (9).

LE SAVANT ET LE POLITIQUE

On voit bien ici tout ce qui sépare et rapproche à la fois le savant et le politique. Sans la science, le pouvoir politique est comme « aveugle et impuissant ». Mais si « la science peut donner à l'homme un humanisme véritable, c'est-à-dire lui offrir la liberté, (...) un humanisme qui serait exclusivement « scientifique », comme d'ailleurs littéraire, ne serait pas un humanisme » (10). La science instruit l'homme politique des conditions et des conséquences de son action, elle ne le dispense pas de l'épreuve du choix. Parce que les contraintes économiques, politiques et sociales lui imposent des règlements progressifs, inscrits dans la loi incontournable du calendrier. Mais aussi parce que la science ne possède que des vérités partielles, que le choix politique vient nécessairement d'ailleurs, « du jugement moral antérieur et supérieur à toute réalité historique » (11).

On est sans doute là au cœur du système de valeurs mendésien et des problèmes qu'il soulève. Informé à la manière du savant et

(8) *Le Nouvel Observateur*, 23 octobre 1982.

(9) A. Philip, Qu'est-ce que la démocratie ?, *Les Cahiers de la République*, septembre-octobre 1958 (15), p. 89-102.

(10) C. Nicolet, La science dans la République, *Les Cahiers de la République*, 1957 (5), p. 3-9.

(11) *Les Cahiers de la République*, mars-avril 1960 (24), p. 92-96, article de P. Fougeyrollas.

du technicien des contraintes du réel, l'homme politique assume des choix qui « ne peuvent être tenus pour les conséquences nécessaires des découvertes scientifiques » (12) ». Là réside sa dignité propre, son courage, comme le pensait Max Weber. Mais si cette marque originale caractérise ainsi les différentes étapes de sa démarche, peut-on encore parler de méthode scientifique ? Cette problématique propre à l'homme politique ne serait-elle pas qu'un retour des présupposés, des croyances et des utopies qui l'éloigneraient de la science ? Question complexe qui soulève les rapports, insolubles ici, de la science aux valeurs, mais qui permet aussi, par un retour aux sources intellectuelles du mendésisme, de lever certaines ambiguïtés qui grèvent son interprétation.

En posant que la politique doit emprunter sa méthode à la science, Pierre Mendès France reste fidèle à la démarche des théoriciens de la République — l'esprit critique, le sens du concret, le libre examen, la raison —, mais il l'est aussi lorsqu'il marque l'importance des principes. « L'opportunisme, comme plus tard le radicalisme, rappelle Claude Nicolet (13), peut en effet se définir comme une attitude politique qui pense sur de nouvelles bases, à la fois idéalistes et positivistes, le problème des fins et des moyens. Les doctrinaires et les libéraux ne croyaient ni à la liberté totale, ni à l'égalité pratique, ils étaient entièrement étrangers à la fraternité. Les opportunistes au contraire, comme tous les républicains, font des principes de 1789 la base de leur doctrine. »

La foi dans le progrès, l'esprit de solidarité et de justice, la sensibilité, la bonté même, comme le dit Pierre Mendès France en parlant d'Herriot, définissent une morale centrée sur un postulat essentiel : la valeur de la démocratie, du suffrage universel, du citoyen. Le droit à l'expression n'a pas besoin d'être prouvé, même si la compétence doit être en permanence cultivée.

Pierre Mendès France illustre la tradition républicaine dans son retour permanent au peuple, dans son image du citoyen vertueux, courageux, accessible à la vérité, dans sa conviction que la politique est d'abord une pédagogie. C'est dans le citoyen éduqué, informé, que l'homme politique se ressource, trouve sa légitimité, sa force et la raison de son combat : « Je m'instruis auprès d'eux (...). Demain,

(12) A. Philip, « Qu'est-ce que la démocratie ? », art. cité.

(13) C. Nicolet, *L'idée républicaine en France*, Paris, Gallimard, 1983, p. 256. P. Mendès France lui-même, dans l'hommage qu'il lui consacre, rappelle que Jules Ferry « n'a manqué ni au réalisme, ni à l'idéalisme — ces deux éléments complémentaires de toute grande politique » (*La vérité guidait leurs pas*, Paris, Gallimard, 1976, p. 63).

quand je rentrerai à Paris, ce sera avec une moisson d'observations, d'encouragements, de critiques (...), de matières à réflexion (14) ». L'information encore, celle qui circule dans les deux sens et qui motive nombre de ses pratiques et de ses choix politiques : le dialogue avec l'opinion, le souci de franchise, mais aussi l'attachement au scrutin d'arrondissement, au gouvernement de législature, au plan démocratique, au programme.

LE STYLE ET LES IDÉES

Il me semble que ce retour sur les valeurs permet de poser autrement la question de la cohérence de la synthèse mendésienne. On a souvent opposé la nouveauté du style à l'archaïsme des idées, comme pour souligner les contradictions d'une pensée mal adaptée aux conceptions de la politique française. Apôtre de la modernité par son attention aux problèmes économiques et par la rigueur de sa méthode, Pierre Mendès France serait resté un homme de la III^e République par son attachement au système parlementaire. Mais il n'y a ni nouveauté ni contradiction si l'on reconstitue les liens qui, déjà chez les républicains du XIX^e siècle, associaient la volonté et le déterminisme, la passion et la rigueur, la morale et la science. Somme toute très classique, le système mendésien doit être compris dans l'unité que lui assurent ses fondements démocratiques.

Toute lecture technocratique ou économiste s'expose à ignorer le caractère global de cette pensée. Ainsi Jean Conilh qui voit dans *La République moderne* la marque de l'éclatement des idéologies, la preuve d'un « économisme pur, méthodologique et technicien, bien souvent privé de toute perspective historique, et dont on ne voit pas clairement quels sont le sens et les buts recherchés, quelles sont les valeurs humaines visées et projetées » (15). Or si la démarche mendésiste part bien de l'économie, c'est pour la mettre au service d'une démocratie qui ne connaît ni instance ni primat. Pas de coupure entre l'économie et la politique, l'Etat et la société civile, l'homme politique et le citoyen, la pensée et l'action, les moyens et les fins, la méthode et les valeurs.

Ce que dit Pierre Mendès France, c'est que la politique, pas plus que l'économie n'est située dans un lieu circonscrit, qu'elle n'est pas

(14) Allocution du 22 janvier 1955, in P. Mendès France, *Dire la vérité*, Paris, Julliard, 1955.

(15) J. Conilh, *La République moderne*, *Esprit*, janvier 1963, p. 34-53.

une chose réservée à des professionnels, enfermés dans leur langage et leurs intérêts : « J'ai provoqué dans certains milieux une sorte de scandale, il y a quelques mois, parce que je voulais tenir au courant le peuple français par des émissions radio que je faisais pour lui ; j'ai provoqué un scandale, comme si la politique n'appartenait pas à tout le monde, comme si elle était réservée à quelques spécialistes, à quelques professionnels qui seuls auraient le droit de s'en occuper » (16).

Pierre Mendès France ne refuse pas la politique professionnelle, il ne reprend jamais les arguments développés contre la représentation (17). Il veut seulement réconcilier, en toute occasion recomposer, dans une démarche très volontariste, ce que la pratique politique a — par simple effet pervers ? — artificiellement séparé.

MENDÈS FRANCE ET LE MENDÉSISME

J'ai parlé plus haut, presque indifféremment, de synthèse mendésienne et de système mendésiste. Avec hésitation, car il n'est pas certain que la synthèse élaborée par Pierre Mendès France ait toujours été lue avec fidélité par ses amis. Rares sont sans doute ceux qui ont vu dans la méthode une simple enveloppe, une sorte de coquille vide. Pierre Mendès France a suffisamment insisté sur les sources démocratiques de son engagement pour que sa pensée ne soit pas durablement mutilée. *Les Cahiers* comme *Le Courrier de la République* fourmillent ainsi de développements sur le caractère original du projet mendésiste, sur la volonté de mettre un outil scientifique au service de la démocratie. Une citation parmi des dizaines d'autres que j'emprunte à M. Roncayolo : « La politique de reconversion, même pour répondre aux exigences immédiates d'un redressement économique, doit largement dépasser les indications d'une technique. Loin de marquer l'aube de « l'ère des organisateurs », elle dépend de prises de conscience, d'un approfondissement et d'un élargissement de la démocratie réelle » (18).

(16) Discours d'Evreux du 23 juillet 1955.

(17) « Beaucoup d'écrivains, de Jean-Jacques Rousseau à Karl Marx, ont condamné la notion de représentation, équivalente selon eux à celle de dépossession ou de démission au profit d'un délégué, devenu souverain de ce fait. C'est un point sur lequel je ne peux les suivre. Dans un Etat moderne et complexe, je ne vois ni comment éviter l'existence d'intermédiaires (élus et renouvelés à intervalles assez fréquents) ni comment accepter leur révocabilité permanente. Mais le représentant du peuple n'est pas forcément un traître. C'est seulement s'il prétend s'affranchir de la volonté populaire qu'il le devient. » *La vérité guidait leurs pas*, Gallimard, 1976.

(18) M. Roncayolo, *La reconversion et les structures économiques et sociales*, *Les Cahiers de la République*, 1957 (6), p. 64-76.

Mais, sur cet accord de fond, subsistent de nombreux glissements possibles. Simplement parce que le point d'équilibre de la pensée mendésienne est difficile à trouver. Parce que cette synthèse ne connaît aucun cloisonnement et tient pour seul point d'ancrage la référence au citoyen. Comment interpréter par exemple l'attachement de Pierre Mendès France aux partis politiques et la critique parallèle de leur action, la défense de partis forts, peu nombreux et le refus de leur discipline, de leur rigidité, de l'écran qu'ils dressent entre le citoyen et l'homme politique ? En rappelant sans doute, comme le fait Georges Lavau, que le parti « ne peut tenir lieu de tout, ni résumer ni consumer tout l'être d'une personne » (19). En refusant, avec André Philip, toute discipline de pensée, toute vision générale du monde. Mais il faut bien dire que c'est dans l'élaboration des dispositions plus concrètes que risque de se creuser la distance entre Mendès France et le mendésisme. Quand André Philip écrit qu'il n'y a « pas de démocratie sans partis, réunissant ceux qui veulent travailler ensemble à la réalisation d'un programme commun » (20), il est totalement fidèle à Pierre Mendès France. L'est-il toujours lorsqu'il réclame un statut des partis « limitant leur compétence à la seule action politique, organisant le contrôle de leurs finances, exigeant d'eux une structure interne démocratique et limitant leur nombre » (21) ?

Autre exemple, plus probant puisqu'il touche, on l'a vu, à l'un des principes les plus ancrés de la pensée mendésienne : peut-on dire que A. Gourdon, pourtant l'un des disciples les plus proches de Mendès France, exprime la pensée de ce dernier dans l'interrogation qu'il développe sur le caractère naturel de la citoyenneté et sur l'opportunité d'un aménagement du suffrage universel (22) ?

Certains mendésistes, ralliés au général de Gaulle, pourront voir, dans l'opposition de Pierre Mendès France à la V^e République, une sorte de trahison de la méthode. Au fond, celui-ci, oublieux des principes du mendésisme, n'aurait pas vu que le réel avait changé, que les fins sans doute immuables, celles de la démocratie, exigeaient d'autres moyens que le rappel incantatoire des solutions forgées par la III^e République. Ceux-là ne plaideront pas pour une dissociation des fins et des moyens. Peut-être même seront-ils plus fidèles aux

(19) G. Lavau, Le parti politique, *Esprit*, janvier 1958, p. 42-75.

(20) A. Philip, « Qu'est-ce que la démocratie », art. cité.

(21) A. Philip, De la IV^e à la V^e République, *Les Cahiers de la République*, juillet-août 1958 (14), p. 7-21.

(22) A. Gourdon, Les préalables politiques élémentaires à une reconversion, *Les Cahiers de la République*, 1957 (6), p. 55-63.

exigences bien comprises de la démarche scientifique. Mendès France pourrait rappeler sa propre évolution, son ralliement au socialisme, il ne ferait que souligner la distance prise avec la méthode. Songeons à certains écrits qui marquent une nette rupture avec le principe du calendrier, du « point par point » : « Il ne s'agit pas d'aborder successivement un certain nombre de problèmes particuliers ; c'est notre structure tout entière qui a besoin d'être refaite comme en 89 dans une sorte de sursaut collectif et global » (23).

Le mendésisme n'est pas une doctrine mais un état d'esprit, dit-on souvent. Avec raison, Pierre Mendès France lui-même revendiquait une expression qui, pour lui, prenait le sens d'un réflexe. Mais il est bien complexe l'état d'esprit qui associe, dans le même homme, le scientifique et le démocrate. En écrivant que « l'homme d'Etat, à la différence du politicien, subordonne son travail quotidien et ses paroles à ses convictions » (24), Mendès France retrouvait l'interrogation que développait Max Weber sur l'homme de responsabilité et l'homme de conviction : « L'éthique de la conviction et l'éthique de la responsabilité ne sont pas contradictoires, mais elles se complètent l'une l'autre et constituent ensemble l'homme authentique, c'est-à-dire un homme qui peut prétendre à la « vocation politique » » (25). Mais combien est difficile, pour les disciples, l'interprétation de la part de responsabilité et de la part de conviction ! En respectant les principes d'efficacité, de vérité et de rigueur, les mendésistes ont retenu l'élément le plus fertile du patrimoine légué par l'ancien président du Conseil. C'est ensuite, lorsqu'il s'est agi de réaliser dans l'action l'association de l'efficacité et de la justice, qu'ils se sont exposés au risque de l'incompréhension.

Mais pouvaient-ils totalement y échapper alors que, de ce dosage, seul Mendès France possédait la formule ?

(23) *L'Express*, 1^{er} octobre 1959.

(24) P. Mendès France, *La vérité guidait leurs pas*, op. cit., 1976, p. 26.

(25) M. Weber, *Le savant et le politique*, trad. franç., Paris, Plon, 1959, p. 199.

Marc SADOUD. — **From the method to the values.**

Because it combines the idealism of the politician with the exactness of the scientist, the method is undoubtedly the best expression of the synthesis elaborated by Pierre Mendès France. It also lays stress on the frailty of a balance based above all on the virtue of the citizen and can help us to understand better the diversity of the « mendésist » itineraries.

RÉSUMÉ. — *Parce qu'elle associe l'idéal du politique à la rigueur du savant, la méthode offre sans doute la meilleure expression de la synthèse élaborée par Pierre Mendès France. Elle souligne aussi la fragilité d'un équilibre qui repose d'abord sur la vertu du citoyen et peut éclairer la diversité des itinéraires mendésistes.*